

ILS RÉCLAMENT DES RAPPELS DEPUIS 2009

Les cheminots paralysent le rail

Le transport ferroviaire dans la capitale est paralysé, depuis hier matin, par une grève des travailleurs de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF). Les cheminots réclament le versement des rappels de salaire depuis 2009.

Selon une source syndicale, «ce recours à la grève n'est que la conséquence directe du non-respect par l'employeur des engagements conclus avec les représentants des travailleurs».

Or, du côté des travailleurs, on indique qu'il est dans «l'impossibilité de donner une suite favorable à ces revendications».

En effet, la direction générale de la SNTF affirme qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire cette demande, en raison de la situation financière de l'entreprise.

La veille, les deux parties s'étaient rencontrées, mais n'ont pas réussi à trouver un accord. «En juin 2011, on est arrivé à un accord avec les représentants

des travailleurs. Un accord qui stipule que les employés auront des rappels calculés à partir de l'année 2011.

Aujourd'hui, ils réclament des rappels à compter de septembre 2009», a indiqué le responsable des ressources humaines de la SNTF.

Le mouvement de protestation des cheminots, spontanément initié par la base syndicale, a engendré hier d'importantes perturbations dans le transport des voyageurs et de marchandises sur le territoire national.

Dans la capitale, la majorité des trains de banlieue n'ont pas quitté le quai. Même le service minimum n'a pas été assuré.

De nombreux usagers du train,



Photo : Samir Sid

désirant rejoindre Alger, sa banlieue ou d'autres wilayas du pays,

n'ont pas pu le faire. Les citoyens ont dû se rabattre sur d'autres

moyens de transport.

A. Bettache

APRÈS L'ARRÊT DE LA GRÈVE DE L'UNPEF

Retour à la normale dans l'éducation

Cafouillage hier devant les établissements scolaires. Beaucoup d'élèves ont dû rebrousser chemin pour cause de grève. L'Unpef avait en effet décidé de reconduire le mouvement pour la journée d'hier. Dès aujourd'hui, retour à la normale pour les paliers du primaire et du moyen.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - La poursuite de la grève a surpris les parents. Et pour cause, la décision de reconduire le mouve-

ment avait été prise tard dans la soirée de samedi à dimanche par le conseil national de l'Unpef. Une décision que Sadek Dziri, le

secrétaire général de l'Unpef, justifie par la nécessité de répondre au gouvernement qui, en décidant de n'octroyer les primes avec effet rétroactif que dans 18 mois, semble vouloir «punir» les enseignants.

Ces derniers, explique Dziri, répondent à leur tour au gouvernement en se mobilisant massivement.

Une mobilisation qui a permis au syndicat de parapher un procès-verbal dans lequel ont été notifiés les acquis et les échéances au terme duquel le ministère s'engage à régler les problèmes toujours en suspens.

Au sujet du statut particulier, la tutelle s'est engagée à revoir la copie avant le 15 novembre en associant les syndicats. Pas d'engagement, en revanche, au sujet des primes accordées avec effet rétroactif. Le ministère de l'Education évoque leur versement dans 18 mois alors que l'Unpef exige «des délais raisonnables».

Quant à la question des œuvres sociales, les deux parties ont pu arracher le principe de la solidarité nationale avec l'installation des commissions de wilaya et une commission nationale après élections. Ces commissions

devraient être installées avant le 31 décembre prochain. Un accord a également été trouvé au sujet de la médecine du travail. Une commission chargée des postes aménagés sera installée avant le 15 novembre.

Des questions sont cependant toujours en suspens à l'instar du calendrier des vacances dans le Sud, le volume horaire dans le primaire et les activités périscolaires.

Le numéro un de l'Unpef se dit cependant satisfait : le débrayage aura consacré le principe de la négociation avec les syndicats.

N. I.

REJETANT LE CONTENU DU P-V
PROPOSÉ PAR LA TUTELLELe Snapest poursuit
la grève

Pas de reprise hier des cours dans beaucoup de lycées. Le Snapest a appelé ses adhérents à poursuivre le mouvement pour la journée d'hier en attendant la décision de son bureau national. Des assemblées générales avaient lieu hier dans les établissements scolaires. Les décisions de ces dernières seront portées à la connaissance du bureau national maintenu en session ouverte. Meziane Meriane, coordonnateur national du Snapest, expliquait hier que son syndicat «prendra son temps» pour trancher.

Il se disait hier satisfait de l'engagement total des enseignants, se félicitant de leur «résistance». A l'origine du mécontentement du syndicat, le dernier procès-verbal que le Snapest a refusé de parapher car, dit-il, il a constaté avec «amertume» que les primes des enseignants du Sud étaient toujours calculées par rapport à l'ancien salaire de base, que les rappels de corrections apportées aux primes seront versés dans 18 mois et que la tutelle avait observé un revirement de position au sujet des œuvres sociales.

N. I.

ÉDUCATION

Poursuite partielle de la grève
à Boumerdès

Des enseignants de la wilaya de Boumerdès, plus particulièrement ceux du primaire et du moyen, poursuivent leur grève. De son côté, le responsable local du Cnapest affirme que les enseignants des 35 lycées de la wilaya de Boumerdès ont repris les cours. Cependant, selon un confrère, la grève se poursuit au lycée de Laâziv, comme par ailleurs dans les établissements du primaire et du moyen de cette localité. Il était difficile d'avoir une idée précise sur le taux de suivi de cette grève. L'académie de Boumerdès n'a pas jugé utile de nous communiquer ses estimations, quant aux responsables locaux du syndicat Unpef, lequel a appelé à la poursuite de l'arrêt de travail, ils étaient injoignables.

Abachi L.

CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES ARCHITECTES

Pour la réhabilitation de la profession
dans son cadre juridique

Le conseil national de l'Ordre des architectes explique qu'il n'est pas un syndicat qui exige une augmentation de salaire, mais une structure qui demande la réhabilitation de la profession dans son cadre légal.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Pour le président du CNOA, Athmane Touileb, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une conférence de presse, il existe d'abord une confusion entre l'architecte et une entreprise de réalisation.

Cela est dû, en premier, explique-t-il, à la non-application des textes de lois régissant la profession et ensuite la mauvaise élaboration des cahiers des charges pour la réalisation d'un quelconque projet.

«D'abord, l'Ordre des architectes n'est jamais impliqué dans l'élaboration des cahiers des charges, qui favorisent généralement les moyens matériels des bureaux d'études et non pas la compétence et le savoir-faire. Ensuite, le jury de la commission chargée du choix des meilleurs plans pour la réalisation d'un projet est, contrairement à la loi, com-

posé à 90% d'individus qui ne sont pas architectes de formation. Et enfin, on se contente du plan de projet élaboré par l'architecte sans toutefois lui permettre d'assurer le suivi jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Mais chez nous, surtout lorsque l'entreprise de réalisation appartient à un privé, on se limite à passer par l'architecte juste pour l'obtention du permis de réalisation», explique Athmane Touileb qui trouve anormal que l'on vienne après remettre en cause le travail de l'architecte en cas de catastrophe ou d'effondrement.

«Tout de suite après les inondations d'El Bayadh, presque tout le monde a commencé à se poser la question : où sont les architectes ? C'est leur responsabilité s'il y a eu effondrement des bâtisses... comme si nous avions été consultés ou appelés à appor-

ter notre savoir-faire ou contribution auparavant. Idem pour les dégâts du séisme de 2003. Ce sont les architectes qui ont comparu devant les tribunaux comme premiers responsables...», ajoute-t-il.

Enfin, le président du conseil national de l'Ordre des architectes dénonce le recours excessif de l'Etat à l'expertise étrangère et aux bureaux d'études étrangers, alors que bon nombre d'Algériens spécialisés dans le domaine cherchent des projets à réaliser.

«Il y a une circulaire signée par le directeur de l'architecture au niveau du ministère de l'Habitat pour la facilitation de l'accès des bureaux d'études étrangers aux projets.

Plus grave encore, c'est l'administration qui est chargée de procurer aux bureaux d'études étrangers l'agrément préalable, ce qui est en parfaite contradiction avec la loi», dira de son côté, le secrétaire général du CNOA, Djamel Djemaï.

M. M.